

L'initiative de Gorbatchev à Mourmansk et les mesures de restauration de la confiance dans l'Arctique

Gorbachev's Murmansk Initiative and Confidence-Building Measures in the Arctic

Evgenia L. Issaraelian

Volume 20, Number 1, 1989

L'Arctique : ses dimensions économiques, politiques, stratégiques et juridiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702460ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702460ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Issaraelian, E. L. (1989). L'initiative de Gorbatchev à Mourmansk et les mesures de restauration de la confiance dans l'Arctique. *Études internationales*, 20(1), 61–70. <https://doi.org/10.7202/702460ar>

Article abstract

In his speech at Murmansk on October 1, 1987, General Secretary Gorbachev presented a programme to radically lower the level of military confrontation in the Arctic and proposed a number of confidence-building measures. The Murmansk initiative followed numerous previous proposals along the same line, going back to the nineteen fifties. The political and military aspects of the initiative are linked to the Soviet concept of international security. There are three main elements to this concept: first, the impossibility, to-day, of insuring a country's security by military means alone; second, security must be mutual between the Soviet Union and the United States and it must be universal in the rest of the world; third, security must be comprehensive and must include the military, political, economic and humanitarian dimensions.

Specifically on northern security, it must be noted that the Soviet Union is quite vulnerable in the Arctic, with about half of its total land mass north of the 60th parallel. Also, the Arctic offers the shortest route for ICBMs, SLBMs and strategic bombers. Consequently, international security in the Arctic dictates confidence-building measures. The Murmansk initiative represents a significant contribution to the whole process of confidence-building by proposing, in particular: to limit the number of large exercises by naval and air forces in the Northern seas; to invite observers to such exercises; to include Barents Sea, along with other Northern seas, in a zone of peace; to ban anti-submarine activities in agreed areas of the Northern and Western Atlantic; to include the reduction of military activities in the Arctic on the agenda of the second stage of the Conference on CBM and Disarmament in Europe; to reduce naval activities in international straits; and to pursue the establishment of a Nordic nuclear weapon-free zone for which the Soviet Union would act as guarantor.

L'initiative de Gorbatchev à Mourmansk et les mesures de restauration de la confiance dans l'Arctique

Evgenia ISSRAELIAN*

ABSTRACT — Gorbachev's Murmansk Initiative and Confidence-Building Measures in the Arctic

In his speech at Murmansk on October 1, 1987, General Secretary Gorbachev presented a programme to radically lower the level of military confrontation in the Arctic and proposed a number of confidence-building measures. The Murmansk initiative followed numerous previous proposals along the same line, going back to the nineteen fifties. The political and military aspects of the initiative are linked to the Soviet concept of international security. There are three main elements to this concept: first, the impossibility, to-day, of insuring a country's security by military means alone; second, security must be mutual between the Soviet Union and the United States and it must be universal in the rest of the world; third, security must be comprehensive and must include the military, political, economic and humanitarian dimensions.

Specifically on northern security, it must be noted that the Soviet Union is quite vulnerable in the Arctic, with about half of its total land mass north of the 60th parallel. Also, the Arctic offers the shortest route for ICBMs, SLBMs and strategic bombers. Consequently, international security in the Arctic dictates confidence-building measures. The Murmansk initiative represents a significant contribution to the whole process of confidence-building by proposing, in particular: to limit the number of large exercises by naval and air forces in the Northern seas; to invite observers to such exercises; to include Barents Sea, along with other Northern seas, in a zone of peace; to ban anti-submarine activities in agreed areas of the Northern and Western Atlantic; to include the reduction of military activities in the Arctic on the agenda of the second stage of the Conference on CBM and Disarmement in Europe; to reduce naval activities in international straits; and to pursue the establishment of a Nordic nuclear weapon-free zone for which the Soviet Union would act as guarantor.

* Chercheur senior à l'Institut des États-Unis et du Canada, Académie des Sciences de l'Union soviétique, Moscou.

Revue *Études internationales*, volume XX, n° 1, mars 1989

Dans son discours de Mourmansk le premier octobre 1987, Mikhaïl Gorbatchev, Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, a présenté un programme d'envergure pour la réduction radicale de la confrontation militaire dans le Nord, de même que le remplacement de la méfiance et de la suspicion par la confiance, la coopération pacifique et la réciprocité.

I – L'historique et le but de l'initiative de Mourmansk

L'initiative de Mourmansk n'est pas apparue tout d'un coup dans un espace vide. Il s'agit du résultat d'une préparation ardue et approfondie pour comprendre le rôle du Nord dans le monde moderne et pour analyser les facteurs et les tendances de son développement en relation avec les événements européens et mondiaux. Ce n'est pas la première fois que l'Union soviétique porte son attention aux problèmes nordiques.¹ En 1949, quand la Norvège, le Danemark et l'Islande sont entrés dans l'OTAN, la question de la sécurité du Nord est devenue critique ce qui explique pourquoi le gouvernement soviétique est devenu actif dans ce domaine dans les années 50 et 60. En janvier 1957, l'URSS a déclaré qu'il y avait de bonnes raisons de créer une zone non nucléaire dans le nord de l'Europe, à condition que la Norvège et le Danemark refusent de posséder des armements nucléaires et qu'il n'y ait pas non plus de tels armements en Suède et en Finlande. À la même époque, l'idée de transformer la Mer Baltique en une mer de paix voit le jour.

De nouveaux éléments de la position soviétique sur une zone non nucléaire dans le Nord sont apparus dans les années 70, et spécialement dans les années 80. Il est d'ailleurs reconnu que l'Union soviétique a fait preuve de réalisme et de flexibilité dans ce domaine. En 1974, l'URSS accepta de donner des garanties pour une zone non nucléaire nordique. En 1981, l'URSS s'est montrée prête à donner de telles garanties unilatérales et exprima son désir de discuter de mesures qui pourraient être appliquées à son propre territoire adjacent à la zone non nucléaire. Des mesures de ce genre renforceraient le statut non nucléaire d'une telle zone. En 1983, dans ses réponses aux questions posées par le représentant des organismes publiques en Finlande, Y.V. Andropov souligna la volonté de l'Union soviétique de s'engager à ne pas se servir d'armements nucléaires contre les pays du nord de l'Europe qui feraient partie d'une zone non nucléaire. La même année, l'URSS a proposé de discuter de la question du statut non nucléaire de la Mer Baltique.

Il est important de noter que l'initiative de Mourmansk rassemblait de nombreuses idées, points de vue et propositions qui furent exprimés par les pays nordiques. Il y a en effet un lien direct entre l'initiative soviétique et certaines propositions significatives comme celle mise de l'avant par le président finlandais Urho Kekkonen en 1963 – au sujet d'une zone non

1. *Mezdunarodnaja gizn*, n° 5, 1988, p. 38.

nucléaire nordique, idée reprise dans le projet suédois d'Olof Palme en 1980 – qui suggère de créer un corridor en Europe centrale qui serait épargné de tout armement nucléaire de combat. Cette dernière proposition était un important ajout à l'idée d'une zone non nucléaire nordique. Une attention a aussi été accordée aux idées du Danemark et de la Norvège, de même qu'aux conclusions de la Commission interparlementaire des pays nordiques.

L'idée de limiter les activités navales dans les eaux nordiques et de promouvoir l'établissement de la confiance mutuelle a été exprimée plus d'une fois par les pays occidentaux. Ce fut la position du président finlandais M. Koivisto en 1986 lorsqu'il se prononça sur le sujet à Helsinki. Pour leur part, les ministres norvégiens K. Frundenlund et J. Holst ont développé l'idée d'un Accord multilatéral sur les incidents en mer qui couvrirait la Mer de Norvège et serait calqué sur « l'Accord sur les incidents en mer » signé entre les États-Unis et l'Union soviétique.² De plus, l'Islande a aussi exprimé ses inquiétudes au sujet des activités militaires dans l'Atlantique Nord.

L'initiative de Mourmansk, bien qu'ayant incorporé des idées constructives présentées par d'autres pays au cours d'années précédentes, n'est pas la simple somme de ces perspectives et opinions. Il s'agit d'un signe d'une nouvelle perspective politique en vue d'une application concrète aux problèmes de la sécurité et de la coopération nordiques. Ce n'est donc pas par hasard que les inquiétudes exprimées ont débordé des stricts problèmes militaires et politiques. Dans cette optique, la sécurité nordique ainsi que la sécurité universelle ont été considérées selon toutes leurs dimensions interreliées – militaire, politique, écologique, économique, humanitaire.

L'initiative de Mourmansk reflétait les principes de base élaborés par le vingt-septième congrès du Parti. Premièrement, on y souligne les liens inéluctables entre domaines d'activités dans le monde moderne. Le rapport formule cette idée comme suit: « *The modern world is complicated, diverse and dynamic, and shot through with contending tendencies and contradictions. It is a world of the most difficult alternatives, anxieties and hopes.* »³ En même temps, le rapport souligne que pour résoudre les plus graves problèmes qui touchent à présent l'humanité, il s'impose à l'Union soviétique, comme aux autres pays du monde, de s'orienter vers la coopération interétatique qui éveillera des forces d'auto-préservation. Le cours de l'histoire et le progrès social fait encore davantage appel à l'interaction constructive entre États et peuples du monde entier. De telles interactions sont nécessaires afin de résoudre les problèmes globaux dans l'intérêt de toutes les parties en cause. La dialectique qui prévaut à l'échelle mondiale à l'heure actuelle consiste en une combinaison de la compétition et de la confrontation entre les deux systèmes, l'Est et l'Ouest, et de la tendance vers l'interdépendance qui

2. *Ibid.*

3. Mikhaïl GORBATCHEV. *Rapport politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique au 27^{ème} congrès du Parti, Moscou, 1986, p. 9.*

s'accentue entre pays de la communauté mondiale.⁴ Un des problèmes qui fait appel à une telle coopération est celui de l'Arctique.

II – Aspects politiques et militaires de l'initiative de Mourmansk

La partie militaro-politique de l'initiative de Mourmansk est basée sur le concept soviétique de sécurité internationale. Les principaux éléments de ce concept sont au nombre de trois. Premièrement, le caractère actuel des armements ne laisse à aucun pays l'espoir de se sauvegarder uniquement avec des moyens militaires et techniques en construisant, par exemple, un système de défense, aussi puissant soit-il. La sécurité ne peut être bâtie sans cesse sur les représailles, ou en d'autres mots sur les doctrines de « l'endigement » et de la « dissuasion ». De plus en plus, assurer la sécurité est devenu une tâche politique et ne peut donc être résolue qu'avec des moyens politiques. Deuxièmement, dans le contexte des relations entre l'URSS et les États-Unis, la sécurité doit être mutuelle, et envisagée dans le contexte des relations internationales dans leur ensemble, elle doit être universelle. La plus grande sagesse de l'État n'est pas de prendre exclusivement soin de lui-même, spécialement au détriment de l'autre côté. Il est important que tous les États se sentent en sécurité de façon égale, car les craintes et les anxiétés de l'âge nucléaire engendrent un climat d'imprévisibilité en politique et au niveau d'actions concrètes.⁵ Troisièmement, la sécurité devrait être englobante, comprenant ainsi dans son champ d'intérêt les domaines militaire, politique (y compris, par exemple, le respect strict dans les pratiques internationales du droit de chaque peuple de choisir de manière indépendante les formes et les voies de son développement), économique (en particulier renoncer à une politique de blocus économiques et de sanctions si ces mesures ne sont pas directement envisagées par les recommandations de la communauté mondiale, ou encore une quête commune de façon à arriver à un règlement équitable du problème des dettes) et humanitaire (notamment la coopération au niveau de la dissémination des idées touchant la paix, le désarmement et la sécurité internationale, une plus grande circulation d'information objective et la création de liens plus étroits entre peuples pour que chaque État en apprenne davantage sur les autres).

Nous évoquerons aussi le concept de solutions convenables appliquées dans un espace de temps raisonnable qui a trait aux problèmes de la sécurité dans le Nord. Les États de par le monde se rendent de plus en plus compte que la multiplication continue des armements représente l'autodestruction de l'humanité et a perdu tout sens militaire et politique. De même, l'accumulation soutenue d'armements donne maintenant lieu à de sérieux doutes sur la

4. *Ibid.*, p. 26.

5. *Ibid.*, p. 82.

capacité de la parité militaro-stratégique d'assurer indéfiniment un niveau acceptable de stabilité. Avec la course aux armements continue et illimitée, l'atteinte d'une parité militaro-stratégique à des niveaux toujours plus élevés, loin d'assurer la dissuasion mutuelle et la stabilité, réduit constamment les garanties que le conflit n'éclate. La grandissante menace d'une confrontation et d'une guerre résultant d'une erreur humaine ou d'un défaut dans les systèmes techniques diminue le rôle stabilisateur de la parité. Au cours de la deuxième moitié des années quatre-vingts, il est devenu clair que pour éviter une catastrophe, il est nécessaire d'abaisser les niveaux de confrontation, de réduire les potentiels militaires des protagonistes et de s'orienter dans la direction de solutions convenables. Les doctrines économiques qui s'orientent dans la même direction exercent une influence sentie de façon plus directe. La course aux armements cause un tort tangible de plus en plus grand aux économies de l'Ouest, de l'Est et des pays en développement. Le peu de limites économiques à la course aux armements ne veut pas pour autant signifier qu'il n'existe aucune limite de ce genre. Elles deviennent de plus en plus évidentes avec le passage de chaque décennie. D'ailleurs, en pratique, le concept de solutions convenables assurera un cadre politico-militaire favorable à la résolution du problème de la sécurité de chaque État individuel de même que la sécurité globale dans son ensemble.

L'initiative de Mourmansk ne reflète pas seulement les intérêts de sécurité de l'URSS et de ses alliés, mais prend aussi en considération, dans une moindre mesure, comme nous le verrons, les intérêts des autres États circum-polaires; elle respecte ainsi le principe de l'égalité et du droit à la sécurité de chaque État. Il est important de noter que cette initiative a été précisée et développée davantage au cours de la visite officielle de Nicolaï Ryschkov en Norvège et en Suède en janvier 1988.

Dans son discours de Mourmansk, M. Gorbatchev déclara que les frontières nordiques de l'URSS représentent aussi un problème de sécurité.⁶ Il est aussi évident que les activités militaires des États-Unis et de l'OTAN s'accroissent dans les régions adjacentes aux régions polaires soviétiques.

Il est bien connu que la stratégie navale américaine est la base de la croissance et de l'utilisation opérationnelle des forces navales des États-Unis. Cette stratégie prévoit d'augmenter les capacités d'attaque des forces navales, d'assurer la supériorité navale par le plus grand développement possible des forces navales d'attaque et d'établir le contrôle sur toutes les régions « d'importance vitale » au monde. Dans le cadre de cette stratégie, les forces navales américaines devraient être prêtes à attaquer les territoires soviétiques par les mers adjacentes et infliger des frappes aux cibles situées dans les territoires soviétiques en profondeur. Ces projets suscitent une profonde inquiétude en Union soviétique. De surcroît, le traité FNI a donné vie aux projets et aux tentatives visant à compenser pour l'élimination des missiles

6. *The Daily Pravda*, 2 octobre, 1987.

Pershing et *Cruise* pour le déploiement futur de missiles de croisière balistiques dans l'Atlantique Nord. De telles mesures auraient un effet déstabilisant sur la situation en Europe et des conséquences néfastes sur la stabilité dans le contexte global.

Au sujet de la sécurité nordique, il faudrait prendre en considération le facteur géopolitique qui détermine la position soviétique à bien des égards. Il convient de souligner qu'environ la moitié de la superficie totale de l'URSS se situe au nord du 60^{ème} degré de latitude et que la moitié du littoral soviétique donne sur l'océan Arctique. Du côté de l'Arctique, l'Union soviétique est assez vulnérable aux flottes et aux armements ennemis. Deuxièmement, dans l'Atlantique Nord et dans l'Arctique, l'URSS doit faire face à des forces navales des pays de l'Europe de l'Ouest, des États-Unis et du Canada qui contrôlent les détroits et les passes adjacentes à l'Europe du Nord. Troisièmement, la zone côtière de l'URSS est très peu profonde et la région de la Péninsule de Kola est la seule place où l'URSS a accès à la haute mer.

Les experts soviétiques, tout comme les experts occidentaux, admettent que l'importance stratégique du Nord s'est accrue de façon évidente au cours des dernières décennies. En étudiant une carte géographique non pas comme nous le faisons d'habitude de l'Ouest à l'Est, mais depuis le Pôle Nord, comme le suggèrent certains experts occidentaux, il est possible de voir que du point de vue traditionnel des activités militaires au cours des Première et Deuxième Guerres mondiales, le nord de l'Europe est le principal couloir des échanges de frappes nucléaires prévus entre les États-Unis et l'URSS. Il s'agit de la route aérienne la plus courte entre les principaux centres industriels et les centres peuplés des grandes puissances, et conséquemment la route la plus courte pour les ICBM, les SLBM et les bombardiers stratégiques. L'importance militaro-stratégique de l'Arctique s'est accrue ces dernières années notamment en raison de l'introduction des missiles de croisière aéroportés à longue portée et des bombardiers lourds. Ces développements ont augmenté les exigences pour la détection plus rapide et l'interception de ces systèmes, étendant ainsi la zone de combat vers le nord dans l'Arctique. Encore plus significatif à cet égard est le développement des armements lancés en mer qui donne un rôle de plus en plus important aux sous-marins qui transportent des missiles nucléaires.

En discutant de la sécurité nordique, certains experts occidentaux soulignent le fait que les structures respectives de l'OTAN et de l'Organisation du traité de Varsovie ont d'importantes différences. Pour sa part, le traité de Varsovie est surtout « continental », tandis que l'OTAN est davantage une puissance navale. C'est pourquoi, selon les experts occidentaux, toute limite des activités et de la taille des forces navales dans le Nord ou encore toute mesure qui favorise la confiance mutuelle donnera des avantages unilatéraux à l'Union soviétique et réduira ainsi la possibilité du déploiement de forces américaines en Europe. Selon les données fournies dans un article de la *Pravda* écrit par le chef de l'état-major général, le maréchal Sergei Akhromeev, la puissance de l'OTAN dépasse celle de l'Organisation du traité de

Varsovie: au niveau de la taille du personnel dans les forces navales (ratio de 4,5:1); au niveau du nombre de navires en zones océaniques (ratio de 7,6:1); et au niveau des avions de combat (ratio de 2,4:1). L'Organisation du traité de Varsovie jouit d'un certain avantage au niveau des sous-marins (ratio de 1,2:1 en sa faveur) et au niveau des navires côtiers (ratio de 1,6:1 en sa faveur) par rapport à l'OTAN. De façon générale, la suprématie des États-Unis et de l'OTAN sur l'URSS et l'Organisation du traité de Varsovie est considérable.⁷

Le problème de la limitation des armements des forces navales est en voie de devenir un facteur inéluctablement lié au développement des rapports Est-Ouest. À mesure que s'entame le processus de réduction des armements stratégiques et la limitation des forces armées en Europe, le problème de la réduction des forces navales et des mesures pour établir la confiance mutuelle dans le domaine des forces navales deviendront prioritaires. L'Union soviétique s'est plus d'une fois montrée disposée à discuter de tous les aspects de ce problème de la limitation et de la réduction des activités navales, et cela à tous les niveaux, dans tous les forums et dans les contextes régional et global.

L'URSS croit que la limitation et la réduction des armements des forces navales est effectivement réalisable. Des mesures d'entente mutuelle qui existent déjà ou encore qui pourraient être établies entameraient probablement ces processus; par exemple, garantir la sécurité des lignes de communication maritimes et s'entendre sur des mesures pour établir la confiance mutuelle afin de discuter des armements des forces navales des pays en présence.

L'initiative de Mourmansk met de l'avant un vaste programme de mesures pour établir la confiance mutuelle sur des questions navales. Les impératifs du monde moderne prouvent que la sécurité internationale et l'établissement de la confiance mutuelle sont indivisibles. Sans confiance mutuelle, la sécurité et la stabilité ne peuvent être atteintes. La course aux armements en soi est engendrée par la peur, la méfiance et la suspicion. En plus, la course aux armements devient un domaine indépendant, esclave de sa logique interne, ce qui écarte en fait toute possibilité d'établir une quelconque confiance mutuelle. Ceci a pour résultat la formation d'un cercle vicieux dans lequel la méfiance cause la course aux armements et, à son tour, la course aux armements augmente le niveau de suspicion.

Il faut indiquer aussi que l'apparition du concept des mesures pour établir la confiance mutuelle est un phénomène assez nouveau en relations internationales. Celles-ci n'ont fait l'objet de discussions internationales d'envergure que depuis les années 70. Mais dans le monde contemporain caractérisé par l'interdépendance et les liens de solidarité, leur importance croît résolument.

7. *The Daily Pravda*, 5 septembre, 1988.

L'initiative de Mourmansk est une contribution significative à tout le processus d'établissement de la confiance mutuelle. La proposition soviétique de limiter le nombre de grands exercices militaires menés par les forces navales et aériennes dans les mers nordiques à un par année est un élément important de ce programme. Les activités des forces terrestres respectent déjà les mesures fixées par l'Accord de Stockholm pour établir la confiance mutuelle, bien que toutes les tentatives pour inclure les activités navales dans cet accord n'aient donné aucun résultat tangible.

Pendant ce temps, les activités navales s'accroissent constamment; par exemple, au cours de la première moitié de 1988 les États-Unis et l'OTAN ont presque doublé leur nombre d'activités militaires. Tandis que l'URSS a nettement réduit ses activités de type semblable; sa flotte nordique tout comme celles dans les districts de la Baltique et de Leningrad n'ont effectué qu'une manœuvre militaire cette année-là.⁸ L'URSS suggère que les États avertissent de leurs grands exercices militaires navals, invitent des observateurs à assister aux manœuvres et limitent le nombre de grands exercices dans chaque théâtre d'opération sur un océan et en mer. En 1988, l'Union soviétique a aussi pris l'initiative sans précédent d'inviter des observateurs des pays nordiques à un de ses exercices. Malheureusement, l'invitation n'a pas été acceptée; seuls des journalistes étaient présents à ces manœuvres. Dans cette optique, en faisant savoir qu'elle était disposée à inclure non seulement le Groenland, la Mer du Nord, aux mers de Norvège et Baltique, mais aussi la Mer de Barents dans une zone de paix, l'URSS démontre qu'elle tient compte des vœux des pays scandinaves.⁹

L'autre mesure pour établir la confiance mutuelle proposée à Mourmansk est l'élimination, ou la limitation au départ, de la rivalité entre l'URSS et les États-Unis au niveau de la lutte anti-sous-marine. Cette idée a été mise de l'avant en 1986 par le président finlandais Mauno Koivisto. L'URSS propose de commencer avec la création dans l'Atlantique Nord et Ouest de zones où les activités anti-sous-marines seraient interdites. L'étendue géographique et les modalités d'application de cette zone pourraient être développées et précisées à un moment ultérieur. Pour l'instant, il n'existe pas de technologie anti-sous-marine efficace qui soit adaptée aux conditions de l'Arctique. Voilà un défi nouveau qui nécessiterait de grandes ressources financières. Mais si le problème de la lutte anti-sous-marine devait être résolue, le monde ferait face à une situation où la capacité de survie du sous-marin serait menacée tant dans les eaux couvertes de glace que dans les eaux libres de glace. D'où s'enclencherait une nouvelle course aux armements. Alors la mesure proposée contribuerait à l'établissement d'un climat de confiance.

8. *Vestnik MID*, n° 3, 1988, p. 15.

9. *The Daily Pravda*, 12 janvier 1988.

Du point de vue soviétique, il serait désirable d'inscrire la question de la limitation et de la réduction des activités militaires dans l'Arctique à l'agenda du second volet de la Conférence sur les mesures pour restaurer la confiance mutuelle et sur le désarmement en Europe. La consultation entre l'Organisation du traité de Varsovie et les pays de l'OTAN, en tant que mesure préliminaire à laquelle participeraient aussi la Finlande et la Suède, pourrait jouer un rôle utile. La consultation sur une base bilatérale de même que des rencontres entre experts militaires représentant respectivement l'OTAN et le Pacte de Varsovie seraient également utiles. Des rencontres de ce genre aideraient les partis en présence à en arriver à des compromis raisonnables et à adopter des approches communes.

III – La contribution de l'initiative de Mourmansk à la restauration de la confiance

L'initiative de Mourmansk présente une nouvelle approche pour la réduction des activités navales dans les détroits internationaux comme le Détroit de la Baltique, le Détroit du Danemark et la Manche, de même qu'une région comprenant l'Islande, les Îles Féroé et la Scandinavie. Ceci serait souhaitable pour prévenir la concentration des forces navales dans les détroits internationaux et dans leurs passes. La quantité et les classes de navires affectés par une telle limitation devraient aussi faire l'objet d'une discussion.

Disons maintenant quelques mots sur une zone non nucléaire dans le Nord. Les pays nordiques eux-mêmes ont souligné le fait que le statut non nucléaire de l'Europe du Nord ne peut être efficace sans la participation des puissances nucléaires. Il s'agit d'un problème complexe ayant deux volets. Le premier volet traite des garanties offertes par les puissances nucléaires quant au statut de la zone non nucléaire. Cela veut dire que les puissances nucléaires s'engagent à ne pas se servir elles-mêmes de tels armements ou encore à ne pas en déplacer pour usage dans des pays non nucléaires. L'Union soviétique a fait savoir, sans hésitation, qu'elle serait disposée à jouer un rôle de garant d'une telle zone. Elle déclara même qu'elle serait prête à être le garant unilatéral tout en accordant des garanties bilatérales ou unilatérales sous toute forme convenue.

L'autre volet du problème est beaucoup plus complexe; il est relié au déploiement soviétique d'armements nucléaires dans la Péninsule de Kola. Peut-il exister des exigences spéciales pour une puissance nucléaire en raison du fait que son territoire est adjacent à une zone non nucléaire possible? La zone entièrement créée par des États non nucléaires devrait-elle comprendre certaines régions de l'Union soviétique? Il demeure que l'Union soviétique a pris une décision extraordinaire dans ce sens. En 1986, elle a démantelé tous ses véhicules de lancement de missiles à portée intermédiaire dans la Péninsule de Kola ainsi que la plupart des véhicules de lancement de missiles dans le reste du territoire des districts militaires de Léninegrad et de la Baltique et

a aussi transféré hors de ces districts plusieurs bataillons de missiles tactiques opérationnels. Il est de même clair que dans l'éventualité d'un accord sur une zone non nucléaire dans le Nord, l'URSS retirerait aussi les missiles balistiques de sa flotte baltique. Cela toucherait 6 sous-marins munis de 18 missiles balistiques stationnés là depuis 1978. L'URSS a aussi proposé que la Suède soit le coordonnateur des efforts dans cette région.

L'initiative de Mourmansk ne doit donc pas être considérée comme une proposition bouclée. Il ne s'agit pas d'un plan d'action final mais bien d'une invitation à discuter des problèmes complexes et névralgiques pour tous les pays impliqués. Des changements y sont encore possibles et d'ailleurs de nouvelles idées apparaissent déjà et continueront d'apparaître dans l'avenir. C'est pourquoi la clé du message de l'initiative de Mourmansk est l'appel lancé à la coopération, ce qui comprend les problèmes de sécurité. L'initiative soviétique démontre, de toute évidence, qu'en dépit de l'importance stratégique de l'Arctique, l'URSS est ouverte à de sérieuses discussions qui s'inscriraient dans la recherche de compromis et de concessions mutuelles. Ce type de coopération et d'interaction fondées sur l'équilibre des intérêts de tous les États créera une atmosphère politique qui facilitera la résolution des problèmes les plus aigus dans le Nord.

L'Union soviétique désire entretenir un dialogue constructif avec tous les États circumpolaires – dialogue qui porterait sur des problèmes globaux, régionaux et bilatéraux. Le Canada est un des participants actifs dans les discussions sur les problèmes de l'Arctique: la coopération soviéto-canadienne dans le Nord comprenant des échanges scientifiques contribuera à la création d'une confiance mutuelle et transformera le Nord en une zone de paix.

[Traduit de l'anglais]